



Vis-à-vis des mesures d'austérité, Aller au fond des choses

Ce mercredi 6, le gouvernement va demander le vote de confiance du Parlement sur sa politique d'austérité. Peut-être les « concertations » menées par Pierre Mauroy la semaine durant avec les centrales syndicales, les organisations professionnelles et patronales auront-elles infléchi ou assoupli certaines de ses dix propositions pour une austérité renforcée? Peut-être une marge de manœuvre avait-elle été ménagée? Si quelques assouplissements permettaient d'entamer moins quelques intérêts des « plus défavorisés », touchés par les hausses des tarifs et le 1% sur les revenus imposables, c'est que l'abattement et la colère auraient été quelque peu entendus à Matignon. Pour autant, nous ne sommes guère optimistes, car pour que les intérêts des travailleurs soient véritablement pris en compte, il faudrait oser changer radicalement de politique, il faudrait aller au fond des choses.

Bien des remarques des confédérations syndicales ouvrières à propos des mesures, sur les « seuils » et l'emploi, bien de leurs propositions s'efforcent de préserver les travailleurs et tombent sous le sens. Mais elles ne sauraient suffire pour avancer. On ne peut pas dire, d'un côté, « l'ensemble des mesures n'est pas bon », et dire, de l'autre, « il ne faut pas abandonner ni infléchir la politique engagée mais il faut la poursuivre en l'améliorant », comme si, déjà en juin et septembre 82 puis en mars 83, des choix économiques et des ruptures n'avaient pas été réalisés par le gouvernement! Il ne s'agit pas de mesures mauvaises sur une politique bonne dans l'ensemble. Il s'agit bel et bien d'un ensemble de mesures constituant une POLITIQUE GLOBALE NÉFASTE aux travailleurs dans l'immédiat et dans l'avenir.

Depuis juin dernier, et encore en mars 83, des choix ont été confirmés et renforcés : rester dans le marché impérialiste mondial, en se soumettant à ses contraintes financières, tout en faisant le pari d'y gagner par un redéploiement économique et technologique accéléré. C'est un choix impérialiste classique qui accroît la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, qui maintient l'exploitation du Tiers Monde, et a mené de dévaluations en déficits accrus du commerce extérieur... Un autre choix a été de multiplier les cadeaux au patronat SANS GARANTIE d'investissement ni de création d'emplois permettant de relancer une production fondée sur les besoins populaires en France et dans le monde; du coup, les capitaux se sont investis à l'étranger, le chômage s'est maintenu et risque de s'aggraver dans les mois qui viennent. On a préféré, et on préfère encore, rassembler des disponibilités monétaires en ponctionnant la grande masse de la population, plutôt que de s'en prendre aux plus-values importantes, à la spéculation, à l'évasion des capitaux, aux grosses fortunes... Choix capitalistes classiques, qui inévitablement, s'en prennent aux intérêts de la grande masse des travailleurs dans l'immédiat, et qui, à moyen terme, font le lit d'un retour en force de la droite, militant pour une austérité à la « Thatcher »!

Critiquer telle ou telle mesure d'austérité, agir pour son annulation, c'est positif; encore faut-il que cette action aille au fond des choses et permette une remise en cause globale de la politique d'austérité pour les travailleurs mise en œuvre par le gouvernement.

Camille GRANOT

Palestine :

SOLIDARITÉ PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

La solidarité avec le peuple palestinien est plus que jamais nécessaire. C'est ce qui est ressorti de la réunion d'information organisée par les trois associations d'amitié avec la Palestine (ASFA, AMFP et France-Palestine) à l'occasion de la Journée de la Terre, le 30 mars dernier à Paris.

Après les images insoutenables et accusatrices du film « Why? » évoquant les bombardements israéliens sur Beyrouth de l'été dernier, a été expliquée la situation, elle aussi insoutenable, faite aujourd'hui au peuple palestinien : arrestations et énormes difficultés pour reconstruire les camps de Beyrouth, emprisonnements et tortures à Saïda et dans le camp de détention de El Ansar au Sud-Liban, répression et expulsions de terres dans les territoires occupés. M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France, a alerté sur la préparation d'une nouvelle offensive israélienne contre la Syrie et les Palestiniens au Liban, voire en Syrie même.

Parallèlement, les responsables palestiniens ont souligné le renforcement de l'unité du peuple de Palestine et de l'OLP à l'issue du Conseil national palestinien et leur ferme détermination de combat, sur tous les fronts, y compris celui de la lutte armée, pour recouvrer leurs droits nationaux. Depuis septembre dernier, les actions armées en Palestine occupée se sont accrues en nombre et ont gagné en efficacité. La Journée de la Terre en Palestine a été marquée encore cette année par des dizaines de milliers de manifestants tant en Galilée qu'en Cisjordanie occupée. Le 30 mars à Paris, l'unité de combat était de mise puisque la tribune réunissait, avec les représentants palestiniens, Israël Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'homme.

Enfin, il a été question de la Conférence sur la Palestine, décidée par l'ONU en septembre 82 et qui doit se tenir à Paris du 16 au 25 août prochains. Tous les orateurs ont vivement interpellé le gouvernement français pour qu'il participe à cette Conférence et mette en accord ses paroles sur le respect des droits de l'homme et des peuples et ses actes en ce qui concerne la Palestine (cf. PCML-Flash n°31 du 25 mars). Notre parti, représenté à cette réunion d'information, s'associe pleinement à cette exigence et s'associera à toutes les initiatives allant dans ce sens.

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE
SOUIGNÉE PAR
LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Lors de son 62^e Congrès, la Ligue des droits de l'homme avait mis l'accent sur la menace représentée par l'extrême-droite en France, notamment dans un rapport présenté par Madeleine Rébérioux, rapport intitulé « *L'extrême-droite nazie et fasciste : menace et riposte* » (en vente 10,00 francs). Depuis, une commission de travail sur l'extrême-droite a animé l'action de la Ligue des droits de l'homme sur le sujet : dépouillement de documents, constitution de dossiers, éléments fournis aux parlementaires, aux ministères et aux médias, actions militantes d'information. Cette commission souligne le déplacement et l'intensification du danger constitué par l'extrême-droite dans le pays; certes, les grouspuscules néo-nazis ne tiennent plus le devant de la scène, mais en revanche la capacité d'influence de la nouvelle droite s'est accrue dans la presse, par des inflexions du langage et une insertion plus politique des « Clubs », le Club de l'Horloge notamment, par l'apparition de nouveaux relais qui permettent l'adhésion de certaines couches socio-professionnelles (SNPMI chez les PMI, UNAM chez les médecins, UNI à l'Université, etc.).

Se reporter aussi au débat « *Parlons ensemble* » de *Travailleurs de mars* auquel a participé Madame Marie José Chombart de Lauwe, membre du Comité d'honneur de la FNDIRP et membre de la Commission sur « l'extrême-droite » de la Ligue des droits de l'homme.

ESCROQUERIE

Sous le titre « *Évasion de capitaux* », l'éditorialiste Favilla des *Echos*, manifestant l'objectivité et l'honnêteté qu'on peut attendre de ce genre d'informateurs — c'est-à-dire au service d'une classe et d'une propagande que n'a jamais guidées le souci de la vérité — attribue aux immigrés une évasion de capitaux de 100 à 120 milliards de francs par an!

Son calcul est simple : ils sont quatre millions; ils envoient la moitié de leurs salaires dans leur pays d'origine soit 2 000,00 à 2 500,00 francs par mois, soit 24 à 30 000,00 francs par an. D'où 100 à 120 milliards!

Premier mensonge grossier : sur quatre millions, moins d'un million travaille, ce qui, sur la base de la même estimation, ramènerait la soi-disant « évasion » de 38 à 48 milliards. Près de 250 000 sont au chômage; leur allocation, quand ils en ont, permet-elle d'envoyer 2 000,00 francs par mois? Favilla ne rentre pas dans ce détail!

Deuxième faille grossière : ces travailleurs, pour beaucoup sont avec

leur famille : un sur quatre a moins de 16 ans. Avec les salaires dévolus aux travailleurs immigrés et le coût de la vie actuelle, Favilla pense-t-il honnêtement qu'on peut vivre à quatre ou cinq avec un salaire... et envoyer 2 000,00 à 2 500,00 francs par mois?

En réalité, on estime que la moitié seulement des travailleurs étrangers en France sont en mesure d'envoyer quelques fonds à leur famille et dans des proportions bien moindres que celles prétendues par Favilla. Si bien que l'« évasion » de Favilla peut être très largement divisée par dix ou plus. Favilla inclut d'ailleurs dans son estimation, à côté « des espèces sonnantes et trébuchantes », et « pour avoir une vue exacte du phénomène » — ose-t-il dire —, les « biens, meubles, automobiles, bijoux et métaux précieux » qui « quittent l'hexagone sans jamais y revenir ». On croit rêver : depuis quant les exportations sont-elles appelées « évasion de capitaux »?

Ce genre d'« information » est-il tolérable?

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
6 mois : 80,00 F — soutien : 100,00 F
un an : 150,00 F — soutien : 200,00 F

Pour la paix

et le désarmement, agir sans relâche

Le week-end pascal a vu encore cette année de larges mouvements pacifistes aux USA, en Allemagne, Angleterre, Suisse, en Italie et aux Pays-Bas. Ils ont été plusieurs milliers à travers le monde à exprimer leur volonté de la Paix et du Désarmement. De nombreuses manifestations sont prévues en France pour le 19 juin, nous devons en faire des succès.

« *Le courant d'opinion qui considère "qu'Américains et Soviétiques ne valent pas mieux les uns que les autres" doit se développer et se consolider dans les mois à venir si des ambiguïtés sont levées et des éclaircissements apportés aux divers appels et plates-formes des mouvements pacifistes en France et en Europe. Particulièrement : — préciser les causes et les responsables de l'insécurité internationale; — affirmer la volonté d'indépendance par rapport aux blocs, la solidarité avec les revendications fondamentales des pays du Tiers Monde non-alignés, et le soutien sans exclusive aux pays et peuples qui se battent pour leur indépendance; — adopter la démarche d'un désarmement simultané des deux super-puissances sous contrôle international.* » (Extraits de notre brochure « *Agir pour la Paix* ». A commander et diffuser largement dans les semaines qui viennent. Prix: 6,00F + port).

ELLE EXISTE, NOUS L'AVONS VUE! ET VOUS POUVEZ L'OBTENIR

Vivre ensemble : les immigrés parmi nous



Qui n'a entendu parler de la brochure d'explication de l'ex-secrétariat d'Etat chargé des Immigrés : « *Vivre ensemble : les immigrés parmi nous* »?

Matignon aurait retardé sa diffusion pour éviter des remous sur la sécurité lors des municipales! Allons, comment peut-on suspecter un gouvernement de gauche d'une telle malignité? Certains ont même fait courir le bruit que cette brochure n'était qu'un bruit.

Nous pouvons vous assurer (voir photo ci-contre) de son existence matérielle, c'est déjà ça. Et aussi de l'intérêt qu'elle représente. Mais pour rassurer les inquiets, une seule solution : la commander massivement, la faire commander à l'Office national d'Immigration — 44, rue Bague 75732 Paris.